

L'AMÉRIQUE LATINE, UNE RÉGION PRIORITAIRE POUR LA CHINE

PAR

Christophe VENTURA

Directeur de recherche à l'IRIS

NOTE D'ANALYSE - JUILLET 2025

Note d'analyse réalisée par l'IRIS pour le compte de l'Agence française de développement.

Les analyses et conclusions de cette note sont formulées sous la responsabilité de leurs auteurs. Elles ne reflètent pas nécessairement le point de vue de l'Agence française de développement.

Le 13 mai 2025 s'est tenu à Pékin le IV^e Forum Chine-Celac (Communauté des États latino-américains et caraïbes). Ouvert par le président Xi Jinping en présence des représentants des 33 pays latino-américains membres de l'organisation régionale, dont trois présidents (Gabriel Boric pour le **Chili**, Gustavo Petro pour la **Colombie** et Luiz Inácio Lula da Silva – dit Lula – pour le **Brésil**) et 17 ministres des affaires étrangères¹, cette rencontre est venue marquer le dixième anniversaire de la création de cet espace de coopération et de dialogue entre la deuxième puissance mondiale et les pays du sous-continent.

Depuis le début des années 2000, leur relation (commerciale, financière, scientifique et technologique, culturelle, militaire, multilatérale) n'a cessé de croître et de se diversifier, au point de s'imposer comme l'une des plus vivantes incarnations de la formation et de la montée en puissance, depuis les années 2010 et jusqu'à aujourd'hui, du « Sud global » dans l'ordre international.

La rencontre de Pékin s'est déroulée dans un contexte marqué par la guerre commerciale mondiale lancée par le président américain Donald Trump – notamment contre la Chine, et qui affecte ou menace également les pays latino-américains, particulièrement le Brésil et le **Mexique** –, la guerre en **Ukraine** et l'embrasement du **Proche-Orient**.

Cette note reviendra dans une **première partie** sur les différents aspects qui organisent et alimentent la relation sino-latino-américaine. Dans une **seconde partie**, elle présentera, du point de vue de la Chine, l'importance stratégique que revêt l'Amérique latine pour son développement et sa diplomatie. Enfin, dans une **troisième partie**, elle analysera dans quelle mesure la région latino-américaine constitue désormais l'un des principaux terrains de la confrontation entre Pékin et Washington dans le cadre de leur « rivalité systémique ».

LA RELATION CHINE/AMÉRIQUE LATINE : UN PANORAMA

Les relations entre les pays latino-américains et la Chine sont anciennes. En 1960, **Cuba** est le premier pays de la région à reconnaître la République populaire de Chine, suivi par le Chili en 1970, le Pérou en 1971 et le Brésil en 1974. Mais c'est l'entrée de la puissance asiatique au sein de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en 2001, correspondant à son insertion et sa projection au sein du capitalisme mondialisé, qui marque l'accélération inédite de ces liens, notamment et avant tout dans le domaine commercial. **Les échanges entre la Chine et les pays latino-américains sont passés, en valeur, de 10 milliards de dollars en 2000 à plus 518 milliards de dollars en 2024, malgré la pandémie de la Covid-19, et pourraient atteindre 700 milliards à l'horizon 2035.** Entre 2000 et 2023, le commerce extérieur latino-américain a été multiplié, en valeur, par 38 avec la Chine et la part totale de cette dernière dans les

¹ L'ancienne présidente du Brésil Dilma Rousseff (2011-2016) était également présente en sa qualité de présidente de la Nouvelle banque de développement des BRICS.

exportations régionales est passée de 1 % à 14 %. À l'inverse, la part des importations latino-américaines provenant de la Chine est passée, dans cette même période, de 2,3 % à 20 %².

De son côté, la valeur des échanges entre les États-Unis et les pays latino-américains atteint toujours près de 1 100 milliards de dollars en 2023. La région représente 21,3 % du commerce total des États-Unis dans le monde mais le Mexique, premier partenaire commercial mondial de Washington, capte à lui seul 16 % du total. Le Brésil, deuxième partenaire commercial latino-américain de la première puissance mondiale ne représente que 2 % du total de ses échanges avec la région³.

Ainsi, depuis 2011, la Chine s'est imposée comme le deuxième partenaire commercial du sous-continent latino-américain et le premier, depuis 2015, des pays sud-américains. En réalité, les flux commerciaux entre la Chine et l'Amérique latine dépassent désormais ceux réalisés entre cette dernière et les États-Unis. C'est le volume de ces flux avec le seul Mexique qui permet à ces derniers de conserver officiellement leur statut de premier partenaire commercial de l'Amérique latine.

Dans ce contexte, la deuxième puissance mondiale s'est hissée au premier rang des partenaires commerciaux de l'Argentine, de la Bolivie, du Brésil, du Chili, du Paraguay, du Pérou et de l'Uruguay, et elle est devenue la deuxième de la plupart des autres pays. Elle a conclu des accords de libre-échange avec le Chili, le Costa Rica, l'Équateur, le Nicaragua et le Pérou, tandis que des discussions sont ouvertes avec l'Uruguay et El Salvador, ainsi qu'avec le Marché commun du sud (Mercosur) composé de l'Argentine, de la Bolivie, du Brésil, du Paraguay et de l'Uruguay. Cette situation rend plus compliquée l'avancée des négociations bilatérales entre l'Uruguay et la Chine. En effet, les règles du Mercosur prévoient que les accords commerciaux soient négociés collectivement, au nom du bloc, et non sur une base strictement bilatérale entre un État membre et un pays tiers.

L'Amérique latine figure parmi les principaux fournisseurs de la Chine en matières premières, produits agricoles, ressources naturelles et minières. Pékin y cherche avant tout la sécurisation et la pérennisation de ses approvisionnements. Environ 75 % des exportations latino-américaines vers le pays sont constituées de céréales (soja notamment⁴), de produits agricoles et alimentaires (viande, maïs, café, sucre, etc.), de minerais (cuivre, fer, métaux critiques, etc.) et d'hydrocarbures. Pour sa part, la Chine exporte dans la région ses produits manufacturés et ses biens de consommation à valeur ajoutée (électronique, électroménager, voitures électriques, textile, télécommunication, machines, informatique, etc.). Ces derniers représentent la principale source d'approvisionnement du Brésil.

² Chiffres tirés de Zhon Nan, « China-LatAM trade set to skyrocket », Chinadaily.com.cn, 20 mai 2025, <https://global.chinadaily.com.cn/a/202505/20/WS682be75ea310a04af22c0696.html> et « United States Trade Developments 2024 Briefing Notes », Commission économique pour l'Amérique latine (Cepal), 3 janvier 2025, <https://www.cepal.org/en/notes/united-states-trade-developments-2024-briefing-notes>

³ « Las relaciones entre América Latina y el Caribe y China : áreas de oportunidad para un desarrollo más productivo, inclusivo y sostenible », Cepal, 13 mai 2025, <https://repositorio.cepal.org/server/api/core/bitstreams/c2554da3-16ab-46e6-9ad1-efba483cb964/content>

⁴ La Chine importe du Brésil 75 % de ses besoins en soja. Ce dernier réserve plus de 70 % de sa production annuelle à son partenaire asiatique.

Après l'Asie, l'Amérique latine est la région du Sud avec laquelle la Chine entretient les échanges commerciaux les plus développés, devant l'Afrique. Elle représente, en raison de ses ressources naturelles, de sa proximité avec le marché américain, de ses marchés de consommation émergents, de ses niveaux de qualification et de ses besoins en matière de transition énergétique, environnementale et technologique (Internet, réseau mobile, intelligence artificielle), une zone de partenariat économique stratégique pour la Chine.

L'Amérique latine est également la deuxième destination, après l'Asie, vers laquelle Pékin dirige ses investissements directs à l'étranger (IDE) dans le monde. Les estimations en la matière sont variables mais entre 2003 et 2022, la Chine aurait investi 187,5 milliards de dollars dans la région, notamment dans les secteurs des infrastructures (transport, extraction des ressources naturelles, constructions agricoles, communication, énergie)⁵. Les principaux pays bénéficiaires ont été l'Argentine, le Brésil, le Chili, le Pérou. Entre 2005 et 2024, 294 projets d'infrastructures ont ainsi été financés par Pékin pour un montant de 129 milliards de dollars⁶. Cinq entreprises chinoises se distinguent dans l'exécution de ces projets : la China Communications Construction Company (CCCC), la Power Construction Corporation of China (PowerChina), la China Railway Construction Corporation (CRCC), la State Grid Corporation of China (SGCC) et la China National Petroleum Corporation (CNPC)⁷.

Dans le domaine minier, le pays investit massivement dans les métaux critiques, notamment le lithium à la base de la décarbonation mondiale des mobilités, de l'électrification des transports et de l'industrie des batteries (télécommunication, informatique). L'Argentine, la Bolivie et le Pérou en détiennent plus de la moitié des réserves mondiales connues. Depuis 2018, la Chine a investi 11 milliards de dollars pour son extraction dans ce « Triangle », notamment en Bolivie, mais également dans d'autres pays producteurs (Brésil – également dans le secteur du niobium –, Pérou). Ses investissements sont également notables dans le secteur du cuivre dont l'Amérique latine (notamment le Chili et le Pérou) détient les plus grandes réserves mondiales. Ce minerai est indispensable au développement des énergies renouvelables. En 2023, la Chine captait 34 % des exportations latino-américaines dans le monde dans ce domaine stratégique. Elle est le premier acheteur des matériaux critiques latino-américains.

Depuis la période ouverte avec la fin de la crise sanitaire mondiale de Covid-19, les investissements chinois baissent dans la région. Estimés à 14,2 milliards de dollars par an en moyenne entre 2010 et 2019, puis à 7,7 milliards en 2020 et 2021, ils étaient de 6,4 milliards en

⁵ « "New Infrastructure": Emerging Trends in Chinese Foreign Direct Investment in Latin America and the Caribbean », Inter-american Dialogue, 19 janvier 2024, [\\192.168.0.251\com_iris\OBSERVATOIRES-PROGRAMMES\AFD\Amérique latine\2025\Jullet 2025\AFD_2025_07_Chine_Ameriquelatine_Couv.pdf](https://iris.org/observatoires-programmes/afd/amerique-latine/2025/Jullet-2025/AFD_2025_07_Chine_Ameriquelatine_Couv.pdf)

⁶ « Las relaciones entre América Latina y el Caribe y China: áreas de oportunidad para un desarrollo más productivo, inclusivo y sostenible », Cepal, op.cit.

⁷ « Las relaciones entre América Latina y el Caribe y China : áreas de oportunidad para un desarrollo más productivo, inclusivo y ostensible », Cepal, op.cit.

2022⁸. La nature de ces investissements se diversifie dans le même temps. Ces derniers sont de plus en plus orientés vers le domaine des énergies renouvelables et du développement durable pour accompagner l'Amérique latine face aux conséquences du dérèglement climatique mondial et dans sa transition vers un modèle de transformation productive (construction de nouvelles usines « greenfield » aux pratiques et performances plus durables, digitalisation des économies et électrification des industries, énergies renouvelables et solutions énergétiques bas carbone, voiture électrique, « fintech », etc.). Prise dans son ensemble, l'Union européenne (UE) reste la première source d'IDE pour les pays latino-américains.

Entre 2000 et 2024, cinq compagnies chinoises ont concentré 42 % des IDE du pays dans la région : State Power Investment Corporation Limited (SPIC), State Grid Corporation of China (SGCC), China Minmetals Corporation, Tibet Summit Resources Co. Ltd. et Zijin Mining Group Co. Ltd.⁹

La Chine s'est également convertie en premier prêteur financier des pays latino-américains, devant la Banque mondiale et la Banque interaméricaine de développement (BID) combinés. Entre 2005 et 2023, 133 crédits leur ont été accordés, pour un montant de 120 milliards de dollars, par la Banque de développement de Chine (CDB) – 81 % du total - et la Banque d'exportation et d'importation de Chine (Exim bank) – 18 %¹⁰. Jusqu'au début des années 2020, le Venezuela a été le principal pays de destination (60 milliards de dollars pour financer le secteur pétrolier et du gaz, les infrastructures, l'État).

Lors du Forum Chine/Celac de Pékin, le président chinois a annoncé de nouvelles lignes de crédit pour les pays de la région d'un montant de 9,2 milliards de dollars.

Les organismes d'État chinois accordent leurs prêts en les gageant sur les matières premières et les ressources naturelles latino-américaines, principalement les hydrocarbures. Cette situation suscite de nombreuses critiques qui évoquent le « piège de la dette » pour les pays latino-américains face à la puissance financière de leur partenaire. Ajouté au poids déterminant du marché chinois pour la plupart des pays de la région, et singulièrement sud-américains, et à la position dominante de Pékin en matière de financement de leurs infrastructures, le risque de nouvelle dépendance des économies régionales à la puissance asiatique et de perte de souveraineté nationale est régulièrement pointé.

Pékin a par ailleurs obtenu son intégration au sein de la Banque interaméricaine de développement (BID) et de la Banque de développement des Caraïbes (BDC).

⁸ « China's increasing presence in Latin America: Implications for the European Union », Parlement européen, 25 février 2025, [https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/BRIE/2025/769504/EPRS_BRI\(2025\)769504_EN.pdf](https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/BRIE/2025/769504/EPRS_BRI(2025)769504_EN.pdf)

⁹ « Las relaciones entre América Latina y el Caribe y China : áreas de oportunidad para un desarrollo más productivo, inclusivo y sostenible », Cepal, op.cit.

¹⁰ « Las relaciones entre América Latina y el Caribe y China : áreas de oportunidad para un desarrollo más productivo, inclusivo y sostenible », Cepal, op.cit. <https://repositorio.cepal.org/server/api/core/bitstreams/c2554da3-16ab-46e6-9ad1-efba483cb964/content>

L'Amérique latine s'insère enfin dans les nouvelles routes de la soie (Belt and Road Initiative, BRI), lancées en 2013 par le président Xi Jinping. Vingt-deux pays de la région (après le retrait du Panama annoncé en février 2025 à la suite des pressions exercées par l'administration Trump sur le canal et l'intégration, en mai 2025, de la Colombie, alliée traditionnelle des États-Unis en Amérique du Sud) font partie de ce vaste programme d'infrastructures mondiales labellisé par Pékin (plus de 200 projets dans le cas latino-américain) et financé par ses prêts et investissements. Pour l'Amérique latine, plusieurs secteurs sont privilégiés : transports, énergie, télécommunications, Internet et intelligence artificielle.

Aujourd'hui, le méga-port de Chancay, situé au nord de Lima au Pérou, inauguré en novembre 2024, devient la principale porte d'entrée des BRI dans la région et son ambition est de se transformer en nœud du commerce entre les pays de la région et la Chine. Ce terminal doit favoriser le développement des infrastructures intrarégionales (terre, fleuves, mer) et leur connectivité de sorte à canaliser vers lui les matières premières dont la Chine a besoin. En retour, Chancay doit permettre à la puissance manufacturière d'y concentrer l'arrivage de ses produits destinés au marché régional. Le Brésil souhaite s'appuyer sur ce projet pour densifier et faciliter l'acheminement de ses exportations vers la Chine qui représente 30 % de son commerce extérieur. Dans cette perspective, son gouvernement a annoncé en 2024 la création de cinq nouvelles « routes d'intégration et de développement sud-américaines ». Ces dernières s'inscrivent dans la suite de l'Initiative pour l'intégration de l'infrastructure régionale sud-américaine (IIRSA) des années 2000. Il s'agissait déjà à l'époque d'un vaste programme (inabouti) d'infrastructures communes régionales (transport, énergie, communication). Aujourd'hui, deux routes incluent Chancay : la n° 2, dite « amazonique », et la n° 3, dite « Quadrante Rondon ». Ces corridors doivent acheminer directement les exportations brésiliennes destinées à la Chine *via* l'océan Pacifique¹¹.

Sur les plans économique, commercial et financier, la relation sino-latino-américaine – en particulier celle entre Brasilia et Pékin – est la plus dense et la plus représentative des dynamiques Sud/Sud amorcées depuis le début du XXI^e siècle. Elle demeure toutefois asymétrique. Jusqu'à aujourd'hui, elle a significativement contribué à la « reprimarisation » des économies latino-américaines, tout en accélérant leur désindustrialisation, sous l'effet d'un déficit de compétitivité face aux importations chinoises, mais aussi asiatiques dans leur ensemble.

Cette asymétrie produit aujourd'hui des débats croissants en Amérique latine, parmi les élites dirigeantes aussi bien que dans les populations. Au sein des premières, des réserves s'expriment face aux conséquences à terme d'une relation économique déséquilibrée, caractérisée par la dépendance aux débouchés chinois pour les exportations de matières premières et les infrastructures financées par Pékin sous conditions. Par ailleurs, de nombreuses oppositions sociales, notamment portées par les communautés « autochtones »

¹¹ Pour en savoir plus, voir le site du ministère de la planification brésilien : <https://www.gov.br/planejamento/pt-br/assuntos/articulacao-institucional/rotas-de-integracao-sul-americana>

et les mouvements écologistes, se multiplient contre certains projets chinois, accusés de contribuer à la déforestation, à la dépossession des terres et aux pollutions des territoires. Plusieurs conflits de haute intensité sont identifiés, notamment au Pérou, en Équateur ou au Chili contre des projets miniers et d'infrastructures.

Pour le Brésil, cette situation représente un défi stratégique. Ses liens économiques et commerciaux avec la Chine sont devenus essentiels, lui offrant un levier de protection face aux offensives économiques des États-Unis – à l'image des droits de douane de 50 % annoncés par l'administration Trump à compter du 1^{er} août 2025. Le marché chinois est en effet en mesure d'absorber une grande partie du déficit potentiel d'exportations brésiliennes (notamment dans l'acier, l'aluminium, les viandes, les agrumes, moins à court termes en matière d'équipements aéronautiques). Parallèlement, les produits manufacturés chinois peuvent se substituer à ceux que le Brésil importerait en moindre quantité – ou à un coût plus élevé – des États-Unis.

Cependant, cette dépendance croissante à l'égard de la Chine freine la compétitivité des entreprises brésiliennes dans de nombreux secteurs. Elle réduit leur part d'activité dans l'économie nationale (construction, industrie, acier, textile, commerce et équipements électroniques, services, etc.)¹² et affaiblit, par ricochet, leur capacité d'influence à l'échelle régionale.

L'AMÉRIQUE LATINE, UNE RÉGION PRIORITAIRE POUR LA CHINE

Zou chuqu est une expression officielle utilisée par le gouvernement chinois. Elle décrit l'invitation faite aux entreprises du pays – notamment celles portées vers les marchés internationaux auxquels le gouvernement est directement associé – pour qu'elles se déploient et investissent activement en Afrique, au Proche-Orient et en Amérique latine. Ce slogan pourrait se traduire par « aller au-dehors » ou « sortir au loin ». Il revêt des dimensions multiples (géoéconomiques, géopolitiques et géoculturelles). Pour les autorités chinoises, la Chine et les pays d'Amérique latine partagent le même statut dans le système international. Ils « ont un niveau de développement similaire et sont confrontés à la tâche commune de devoir achever ce développement »¹³. Cette vision constitue le fondement des relations que la Chine souhaite développer avec ses partenaires latino-américains.

Tout comme l'Afrique et le Proche-Orient, l'Amérique latine est pour le gouvernement chinois une région dans laquelle doivent s'appliquer les « Cinq principes » de l'informel « Consensus de

¹² Régulièrement, comme en 2025, le Brésil diligente des enquêtes antidumping sur des exportations chinoises (notamment dans le secteur de l'acier).

¹³ « Policy Paper on Latin America and the Caribbean » : document d'orientation du ministère des Affaires étrangères chinois (2008) cité dans l'article de Julia C. Strauss, « Framing and Claiming : Contemporary Globalization and "Going Out" in China's Rhetoric towards Latin America », *The China Quarterly Special Issues*, n° 11 ; Julia C. Strauss et Ariel C. Armony (dir.), *From the Great Wall to the New World. China and Latin America in the 21st Century*, Cambridge University Press, mai 2012.

Pékin ». Ceux-ci ont été élaborés en 1964 par le Premier ministre Zhou Enlai lors de sa visite en Asie et en Afrique, tandis que la Chine faisait face à la domination des États-Unis et de l'Union soviétique dans l'ordre international. Ils forment le corps de doctrine du pays en matière de relations internationales : respect de l'intégrité territoriale et de la souveraineté absolue des États, non-agression, non-ingérence dans les affaires intérieures, égalité et recherche d'avantages mutuels, coexistence pacifique.

Trois documents, élaborés entre 2004 et 2008 par le ministère des affaires étrangères chinois, puis actualisés en 2016¹⁴, les adaptent au cas latino-américain¹⁵. Ils sont prolongés en 2014, un an avant la création du Forum Chine/Celac, par la stratégie « 1+3+6 » élaborée par Xi Jinping, qui a réalisé cinq visites d'État en Amérique latine depuis son arrivée au pouvoir en 2013. Elle visait à définir un cadre pérenne et permanent entre les deux acteurs : « 1 » pour Plan de coopération Chine/AL-Caraïbe 2015-2019 ; « 3 » pour en indiquer les trois moteurs (commerce, investissements, coopération financière) ; « 6 » pour en identifier les secteurs d'application (énergie et ressources naturelles, construction d'infrastructures, agriculture, industrie, innovation scientifique et technologique, technologie de l'information).

En partant du constat que le pays partage avec l'Amérique latine un « *niveau de développement similaire* », Pékin indique que « *la Chine, l'Amérique latine et la Caraïbe ont une demande commune d'échanges dans le domaine technologique, des investissements, des ressources et des matières premières. Elles peuvent se compléter les unes les autres dans l'optique de construire une relation mutuellement bénéfique et obtenir des résultats gagnants-gagnants* ».

Depuis les années 2020, les relations entre la Chine et l'Amérique latine s'inscrivent dans le nouveau cadre de la politique de coopération internationale développé par Pékin et présentée à la suite de la pandémie de Covid-19. Trois initiatives la structurent : l'Initiative pour le développement global (Global Development Initiative - GDI) formulée en 2021 suivie par l'Initiative de sécurité globale (Global Security Initiative - GSI) en 2022 et l'Initiative pour la civilisation globale (Global Civilization Initiative - GCI) en 2023.

Selon Pékin, ces trois orientations doivent contribuer, par la preuve, à la construction d'une « *meilleure gouvernance globale* » et à la refondation du multilatéralisme au service de l'avènement d'un nouveau monde multipolaire. **Elles s'inscrivent dans une conception des relations internationales portée par Xi Jinping selon laquelle la Chine entend participer activement à l'édification d'« une communauté de destin pour l'humanité ».** La puissance asiatique considère les pays latino-américains comme ses partenaires et ses alliés dans ce contexte, notamment pour défendre le système des Nations unies et le droit international contre l'unilatéralisme et l'hégémonie des pays occidentaux, ainsi que le libre-échange et la

¹⁴ En 2016, le ministère a produit un nouveau « Livre blanc » sur l'Amérique latine : https://www.fmprc.gov.cn/mfa_eng/zxxx_662805/t1418254.shtml.

¹⁵ Ces trois documents s'intitulent « Foreign Minister Li Zhaoxing's comments on the fruitful results of President Hu Jintao's trip to Latin America » (24 novembre 2004), « Vice-Minister Zhou Wenzhong talks about Vice-President Zeng Qinghong's visit to five Latin American and Caribbean countries » (5 février 2006), « Policy Paper on Latin America and the Caribbean » (5 novembre 2008). Cité dans « Framing and Claiming: Contemporary Globalization and « Going Out » in China's Rhetoric towards Latin America », *The China Quarterly Special Issues*, op.cit.

liberté du commerce international. Pékin soutient le Brésil et son exigence d'un siège de membre permanent au Conseil de sécurité. **Depuis le Forum de Pékin, elle se fait l'écho de la proposition des pays latino-américains de nommer une femme de la région au poste de secrétaire général de l'ONU.**

Le GDI promeut le développement durable et humain, ainsi que l'innovation partagée. Cette initiative se présente comme la contribution de la Chine à la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD) des Nations unies. C'est dans le cadre de ce programme qu'ont été fléchés, lors du Forum de Pékin de mai 2025, les 9,2 milliards de nouveaux crédits pour la région. Ils doivent renforcer la coopération en matière d'infrastructures, d'agriculture, d'énergie mais aussi le développement de la 5G, des télécommunications et de l'intelligence artificielle dans la région. Le GSI s'engage pour la sécurité collective et la coopération dans le règlement des différends en lieu et place de la confrontation. Dans le cas latino-américain, il s'agit du soutien nouveau – ou renforcé – de la Chine dans divers domaines : cybercriminalité, lutte contre le blanchiment d'argent, la criminalité organisée, le narcotrafic, l'activité minière illégale. Le GCI, lui, promeut la diversité culturelle, le dialogue entre les civilisations. Pour l'Amérique latine, il s'agit de renforcer les échanges culturels et artistiques, ainsi que la coopération en matière de protection des patrimoines archéologiques et historiques.

Lors du Forum, président Xi Jinping a formulé d'autres axes complémentaires pour le développement de la coopération sino-latino-américaine : renforcement des échanges universitaires (bourses, étudiants, enseignants), en matière de productions culturelles (cinéma, séries, etc.), du tourisme chinois en Amérique latine¹⁶.

Commerce et infrastructures, ressources naturelles, alliances multilatérales (nouées, au-delà des relations bilatérales et bi-régionales, au sein des BRICS¹⁷, du G20 ou du G77 des Nations unies), la Chine trouve en Amérique latine des partenaires et des alliés. **La région est également déterminante pour elle sur un dossier stratégique : Taïwan.** En effet, sept des 12 États au monde qui reconnaissent la République de Chine se trouvent dans la région. Il s'agit notamment des pays proches des États-Unis dans la Caraïbe et en Amérique centrale¹⁸. Mais depuis la fin des années 2010, plusieurs pays latino-américains ont rompu leurs relations avec Taipei au profit de Pékin : la République dominicaine (2017), le Panama (2017), El Salvador (2018), le Nicaragua (2021) et le Honduras (2023).

¹⁶ L'Argentine présidée par Javier Milei (extrême-droite) n'a pas approuvé la déclaration finale du Forum, ni son Plan d'action 2025-2027. Lire les documents : <https://www.cancilleria.gov.co/newsroom/news/declaracion-beijing-cuarta-reunion-ministerial-foro-china-celac> et <https://static.poder360.com.br/2025/05/plano-de-acao-china-latina.pdf>

¹⁷ Sur ce sujet, lire Christophe Ventura, « BRICS+ : vers un monde plus multipolaire ? », note réalisée par l'IRIS pour l'AFD, décembre 2023, <https://www.iris-france.org/181062-brics-vers-un-monde-plus-multipolaire/>

¹⁸ Belize, le Guatemala, Haïti, le Paraguay, Saint-Christophe-et-Nièvés, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les-Grenadines.

L'AMÉRIQUE LATINE ENTRE PÉKIN ET WASHINGTON

La montée en puissance irrésistible de la Chine en Amérique latine est devenue une préoccupation majeure et croissante pour les États-Unis. Désignée successivement comme un « défi hégémonique » sous Barack Obama dans les années 2010, une « menace pour [leur] sécurité nationale » en 2019 sous Donald Trump, un « rival stratégique » sous Joe Biden, puis une « menace existentielle » depuis le retour au pouvoir de M. Trump, la Chine est dans la ligne de mire. Depuis la nouvelle investiture du président républicain, les tensions s'exacerbent¹⁹. L'administration américaine multiplie les actions concrètes : au Panama, elle a obtenu le retrait du pays des nouvelles routes de la soie, la reprise de la gestion des activités portuaires du canal par le fonds d'investissement américain BlackRock, en lieu et place du groupe hongkongais CK Hutchison, ainsi que le stationnement de troupes américaines autour du canal²⁰.

Au Mexique, elle agite la menace de sanctions douanières, accusant le pays d'importer trop de produits chinois réexportés ensuite vers les États-Unis *via* les chaînes de valeur nord-américaines, dans le cadre de l'accord ACEUM (Accord Canada–États-Unis–Mexique). À cela s'ajoutent des réprimandes publiques adressées au gouvernement péruvien concernant le port stratégique de Chancay, ou encore un renforcement sécuritaire en Argentine, notamment en Patagonie, pour faire face à la présence satellitaire de la Chine avec sa base construite dans la province de Neuquén, opérationnelle depuis 2018²¹.

La puissance asiatique est désormais perçue comme la principale menace stratégique (géopolitique et économique) des États-Unis en Amérique latine. Washington s'inquiète particulièrement de ses investissements dans les infrastructures critiques de la région, à l'image du port de Chancay ou des projets intégrés aux nouvelles routes de la soie. Selon le gouvernement américain, Pékin chercherait à s'implanter de manière sécuritaire et militaire dans ce qu'il qualifie d'« hémisphère continental », c'est-à-dire l'ensemble du continent américain dans le langage de la Maison-Blanche. **Aux yeux de Washington, la Chine est désormais en position de contrôler plusieurs États de la région à travers l'appropriation de leurs ressources, la prise de contrôle de leurs infrastructures stratégiques et l'exercice d'un pouvoir d'influence *via* l'endettement et les leviers financiers.** La coopération scientifique et technologique croissante – en particulier dans les domaines des télécommunications, d'Internet et du spatial – est également perçue comme un vecteur de pénétration à « double usage ». Ces partenariats permettraient à Pékin, selon les autorités américaines, d'espionner

¹⁹ Sur ce sujet, lire Christophe Ventura, « Donald Trump et l'Amérique latine : une diplomatie du rapport de force », note réalisée par l'IRIS pour le compte de l'AFD, janvier 2025, <https://www.iris-france.org/wp-content/uploads/2025/01/Note-AFD-TRUMP-Janvier-2025.pdf>

²⁰ Depuis avril 2025, Washington a obtenu un accord du Panama autorisant le retour de troupes américaines autour du canal pour y réaliser des exercices conjoints de défense de l'infrastructure avec les forces de sécurité panaméennes.

²¹ Depuis 2024, les autorités argentines et américaines ont annoncé la création à Ushuaïa d'une « base navale intégrée » conjointe. Cette dernière doit se convertir en « porte d'entrée de l'Antarctique » (Javier Milei) pour y contrer, notamment, les ambitions chinoises sur le continent blanc et l'océan austral. Parallèlement, le gouvernement de Buenos Aires a annoncé une mission d'inspection de la base chinoise de Neuquén pour vérifier qu'elle ne fasse pas l'objet d'une utilisation à double usage (civil et militaire).

les États-Unis et de manipuler certains de leurs alliés dans la région contre leurs intérêts stratégiques, qu'il s'agisse de commerce, de sécurité nationale ou d'influence économique.

Face à la domination économique exercée par son rival dans de nombreux pays du sous-continent, Washington expose désormais son avantage sécuritaire et militaire. Il peut en effet compter sur son Commandement militaire du sud (*US Southern Command*)²² et sur la IV^e flotte de la US Navy pour maintenir les « avantages [des États-Unis] dans l'hémisphère occidental », qui est devenu « un espace critique dans la compétition mondiale – et pour les défis mondiaux – posés par la République populaire de Chine et la Russie »²³. Washington s'assure également une position stratégique dans la région grâce à ses bases militaires officielles en Amérique centrale (Honduras) et dans la Caraïbe (Cuba), ainsi qu'à ses forces antidrogues de la *Drug Enforcement Administration* (DEA) présentes dans de nombreux pays : Mexique, Amérique centrale, Caraïbe, Amérique du Sud (Argentine, Brésil, Chili, Colombie, Équateur, Guyana, Paraguay, Pérou, Uruguay).

C'est désormais au nom de la coopération antidroge, de la lutte contre la criminalité organisée (qui inclue la surveillance des infrastructures comme les ports, les routes, etc.), la cybercriminalité, l'immigration clandestine ou la pêche illégale que Washington entend **endiguer les ambitions de la présence chinoise** et justifie, par le maillage de nombreux accords bilatéraux de coopérations signés avec des États de la région, celle de troupes et de conseillers militaires dans plusieurs territoires et pays (Aruba, Colombie, Curaçao, Équateur, Mexique, Pérou).

Pour renforcer ses arguments, l'administration américaine peut rappeler que depuis 2015, la deuxième puissance mondiale a équipé (avions, hélicoptères, transports, radars, armes) les forces militaires de l'Argentine (coopération stoppée), de la Bolivie, du Brésil, du Chili, de l'Équateur, du Nicaragua, du Pérou et du Venezuela – de loin son principal client.

L'administration américaine considère que la Chine, à travers l'ensemble de ces mécanismes, **renforce son modèle économique, politique et de développement dirigé par le parti-État communiste, hostile aux droits humains et à la démocratie.**

CONCLUSION

L'Amérique latine constitue pour la Chine une région prioritaire en matière de partenariat stratégique intégral et durable. Et ce, pour deux raisons principales. D'une part, la région est un réservoir de ressources naturelles et de matières premières nécessaires au maintien et à l'adaptation de son modèle de développement. D'autre part, l'Amérique latine détient de nombreuses clés pour répondre à plusieurs défis mondiaux (biodiversité, environnement,

²² Ce commandement militaire est chargé de veiller sur les intérêts des États-Unis dans la partie sud (l'Amérique latine) de « l'hémisphère occidental ».

²³ « Posture Statement of Admiral Craig S. Faller Before the 116th Congress », *US Southern Command*, 30 janvier 2020.

énergie, sécurité alimentaire). Sur l'ensemble de ces enjeux, la Chine cherche à s'affirmer comme puissance multilatérale et *leader* du « Sud global ». Ce positionnement poursuit un objectif connexe : remettre en cause l'hégémonie des pays occidentaux – et particulièrement celle des États-Unis – dans l'ordre international, en œuvrant à sa recomposition selon des orientations plus favorables à ses intérêts et ses ambitions de puissance globale.

Sur tous ces terrains, Pékin considère les pays latino-américains comme des partenaires et des alliés, tout comme sur celui de sa politique vis-à-vis de Taïwan. C'est dans ce cadre général que s'inscrit la montée en puissance engagée depuis le début du 21^e siècle par la Chine dans cette région historiquement placée sous l'influence des États-Unis. Pour ces derniers, cette présence est perçue, depuis une dizaine d'années, comme une menace stratégique. Et, depuis le premier mandat de Donald Trump (2016–2020), comme un enjeu relevant de leur « sécurité nationale ».

Le second mandat du président républicain marque une nouvelle étape. Washington fait désormais de l'endiguement de la Chine en Amérique latine l'une de ses priorités diplomatiques. Dans cette perspective, l'administration américaine relance progressivement sa présence sécuritaire dans la région sous divers prétextes, pousse les gouvernements latino-américains à prendre parti et sanctionne – ou menace de sanctionner – ceux jugés trop proches de son adversaire. Pour cela, elle peut compter avec de nouveaux alliés à l'image de Javier Milei en Argentine ou des forces d'extrême droite au Brésil qui critiquent la Chine, son modèle politique et son influence dans la région.

Pourtant, **rien ne permet d'affirmer qu'une puissance parviendra à supplanter l'autre dans les années à venir.** La Chine continuera de renforcer sa présence économique, financière et géostratégique, tandis que les États-Unis devront composer avec un déclin relatif, notamment sur le plan économique, sans pour autant disparaître du jeu.

Dans ce contexte de recompositions globales et d'intensification de la rivalité sino-américaine, les pays d'Amérique latine devront plus que jamais moderniser et diversifier leurs structures productives, élargir leurs partenariats économiques, stratégiques et multilatéraux à d'autres acteurs mondiaux (comme l'Union européenne ou l'Inde), et relancer les dynamiques d'intégration régionale afin d'éviter de tomber dans de nouvelles formes de dépendance – qu'elles soient envers les États-Unis ou envers la Chine.

© IRIS - Tous droits réservés

L'IRIS, association reconnue d'utilité publique, est l'un des principaux think tanks français spécialisés sur les questions géopolitiques et stratégiques. Il est le seul à présenter la singularité de regrouper un centre de recherche et un lieu d'enseignement délivrant des diplômes, via son école IRIS Sup', ce modèle contribuant à son attractivité nationale et internationale. L'IRIS est organisé autour de quatre pôles d'activité : la recherche, la publication, l'organisation d'évènements et la formation.



www.iris-france.org

Twitter : @InstitutIRIS - Facebook : InstitutIRIS - Instagram : institut_iris
2 bis rue Mercœur - 75011 PARIS / France - Tél : + 33 (0) 1 53 27 60 60

Pour un monde en commun

L'Agence française de développement (AFD) met en œuvre la politique de la France en matière de développement et de solidarité internationale. À travers ses activités de financement du secteur public et des ONG, ses travaux et publications de recherche (Éditions AFD), de formation sur le développement durable (Campus AFD) et de sensibilisation en France, elle finance, accompagne et accélère les transitions vers un monde plus juste et résilient.

Nous construisons avec nos partenaires des solutions partagées, avec et pour les populations du Sud. Nos équipes sont engagées dans plus de 4 000 projets sur le terrain, dans les Outre-mer, dans 115 pays et dans les territoires en crise, pour les biens communs – le climat, la biodiversité, la paix, l'égalité femmes-hommes, l'éducation ou encore la santé. Nous contribuons ainsi à l'engagement de la France et des Français en faveur des Objectifs de développement durable (ODD). Pour un monde en commun.



www.afd.fr

Twitter : @AFD_France - Facebook : AFDOfficiel - Instagram : afd_france
5, rue Roland-Barthes -75598 Paris cedex 12 -France - Tél. : +33 1 53 44 31 31